

fidèlement interprété le sentiment public. La publication qu'on aurait donnée à ces délibérations ne pouvait nuire en aucune façon aux intérêts de l'empire.

Le secrétaire des colonies a demandé aux différentes colonies la permission de les publier, mais l'honorable premier ministre refusa d'accorder cette permission et nous n'avons pas le dossier complet. Par conséquent, nous ne savons pas jusqu'à quel point l'honorable Joseph Chamberlain se fait l'écho des opinions émises par ceux qui nous représentaient à cette conférence. Nous ne pouvons pas dire si, oui ou non, il suit la ligne de conduite qu'ils ont conseillée.

Que faut-il dire aussi des économies promises par l'honorable premier ministre? Qu'a-t-on fait pour réduire la dette publique? Qu'a-t-on fait pour prévenir le prélèvement d'un excédent d'impôts douaniers, que le ministre du Commerce (sir Richard Cartwright) dénonçait avec tant de violence? Autrefois, il déclarait qu'un revenu douanier de \$37,000,000 dépassait de beaucoup les besoins du pays et que si jamais il arrivait au pouvoir, il le réduirait de \$5,000,000 à \$6,000,000. Nous n'entendons plus parler de la comparaison qu'il aimait à établir entre le Canada d'aujourd'hui et les Etats-Unis en 1845, alors que leur population était de 20,000,000, et leurs dépenses de \$26,000,000.

A l'heure qu'il est le gouvernement, au moyen des droits de douane et d'accise, prélève sur le peuple un impôt excédant de quinze à dix-huit millions de dollars, celui que prélevaient les conservateurs. Les dépenses totales du gouvernement conservateur en 1896 étaient de \$41,702,353, et les dépenses courantes, de \$36,949,142, ce qui était à peu près la moyenne des sept années précédentes.

En 1902, les dépenses courantes du gouvernement actuel ont été de \$50,951,903 et les dépenses totales, de \$59,931,824. Dans le seul exercice de 1902, le gouvernement s'est fait voter une somme de pas moins de \$8,000,000. Cependant, ces mêmes ministres parcouraient autrefois le pays en déclarant partout que si le peuple leur confiait le pouvoir ils réduiraient les dépenses et diminueraient la dette publique. Cette dernière, loin d'être diminuée, a été augmentée, et les dépenses se sont élevées de \$37,000,000 à \$51,000,000.

J'ignore ce qu'elles seront pour l'exercice courant, mais en toute probabilité, elle dépasseront considérablement celles de l'exercice précédent.

Pour excuser tout cela, nos adversaires nous parlent de prospérité. Les deux honorables députés qui ont proposé et appuyé l'adresse en réponse au discours du trône, en ont parlé et l'honorable premier ministre nous a dit que la Providence était avec lui, et qu'il doit y avoir une raison pour que le pays soit si prospère sous son administration. Quels commentaires élogieux n'avons-nous pas entendu de la bouche de ses partisans! Ils voudraient nous faire croire que le ministère actuel est la plus puissante ag-

grégation d'intelligence qui ait jamais présidé aux destinées de ce pays. Je me rappelle que l'an dernier, l'honorable député de York-ouest (M. Campbell), en proposant l'adresse en réponse au discours du trône, a déclaré que l'honorable premier ministre était le plus grand génie que l'humanité ait produit. Notre opinion sur les ministres du jour—

M. CLARKE : Ne la dites pas.

L'honorable M. HAGGART : Notre opinion sur les ministres du jour ne ressemble pas du tout à celle de leurs partisans. L'honorable premier ministre peut croire que la Providence est avec lui, parce qu'elle rend le pays prospère, mais, pour ma part, je considère qu'elle se montre généreuse en nous donnant quelque chose pour contrebalancer le malheur d'avoir un gouvernement comme celui-là. Si de l'aveu même de ses membres, nous avons un gouvernement aussi extravagant; si nous avons un gouvernement qui persiste à prélever des impôts douaniers si odieusement appliqués qu'ils saignent à blanc les cultivateurs, nous pouvons du moins nous féliciter de voir le pays prospère en dépit du gouvernement. On dit souvent qu'à brebis tondues Dieu mesure le vent, et en ceci, nous en avons un exemple.

J'ai déjà demandé ce que le gouvernement pouvait montrer pour se vanter d'avoir contribué à la prospérité du pays. L'attribue-t-il à sa révision du tarif en 1897? Cette révision a réduit de moins d'un demi d'un pour cent le tarif précédent du gouvernement conservateur. Peut-on prétendre que c'est là la cause de la prospérité du pays? Ces messieurs n'ont contribué en rien aux causes de notre prospérité, ils n'ont rien fait pour tenir une seule des promesses qu'ils avaient faites au peuple.

Avons-nous le libre-échange comme il existe en Angleterre? Qu'est devenue la réciprocité avec les Etats-Unis? Qu'a-t-on fait de la préférence commerciale avec les Etats-Unis? Où sont les économies de toute sorte qu'on nous promettait? Pas une seule promesse n'a été tenue. Quelle entreprise nouvelle le gouvernement a-t-il exécutée? Que le projet nouveau a-t-il conçu? Sa seule conception originale, c'est cette dépense qu'il propose de faire pour un nouveau chemin de fer transcontinental.

L'honorable premier ministre ne nous a pas encore dit si le prix que le peuple aura à payer pour la construction de ce chemin doit être augmenté. Il nous a seulement dit que ce projet qui devait tant contribuer à l'avancement du pays, qui devait plus que doubler nos ressources disponibles, et nous donner des avantages inappréciables, ne coûterait au pays que \$13,000,000. Mais depuis, de nouveaux arrangements ont été faits avec la Compagnie du chemin de fer du Grand Tronc, et en vertu de ces nouveaux arrangements, cette somme sera-t-elle augmentée ou diminuée? Devons-nous encore avoir l'inappréciable avantage d'un nouveau